



Augmenter les salaires !

Emmanuel Macron fait le choix de privilégier le versement de rémunérations variables sous forme d'intéressement/participation, de primes défiscalisées, de chèque alimentaire ... au détriment de l'accroissement du salaire fixe. Il affaiblit, en même temps, le financement de la Sécurité sociale.

L'augmentation du salaire fixe accroît mécaniquement les recettes fiscales et sociales. Et réduit de fait les déficits.

Les cotisations sociales : c'est du salaire redistribué au moment où l'on en a besoin (retraite, maladie...).

Avec les cotisations sociales, on évite de dépenser plus pour espérer conserver un bon niveau de prestation.

Les cotisations sociales, un trésor à préserver

Les cotisations sociales c'est le salaire socialisé.

C'est ce qui a permis de créer la Sécurité sociale avec un **budget à part, différent de celui de l'Etat**. C'est la part de salaire brut prélevée sous forme de cotisations en vue de sa redistribution sous formes de prestations (assurance chômage, maladie, pensions de retraites).

C'est un trésor à préserver.

Les prestations sociales constituent un amortisseur social. Elles sont indispensables lorsque la conjoncture économique se dégrade et en cas de crise financière, sanitaire, etc.).

Remplacer les cotisations sociales par l'impôt, certains y pensent ... La CSG est déjà une sorte de précurseur.

Avec les cotisations sociales on s'assure des prestations solidaires. Chacun participe selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

Basculer vers l'impôt ce serait faire basculer vers le budget de l'Etat.

Cela pousserait vers un système individualisé d'assurance privée. Moins de solidarité et un affaiblissement des prestations.



Un hold-up en préparation

Côté patronal et gouvernemental on a même entendu que repousser l'âge de la retraite permettrait de dégager des recettes pour l'hôpital, l'école voire l'armée. C'est la démonstration d'une volonté de détourner les cotisations (ou une nouvelle CSG ?) vers des financements publics qui relèvent du budget de l'Etat. Ce serait un véritable hold-up !

A l'inverse, augmenter les salaires, notamment les plus faibles, relance instantanément la consommation et donc la croissance. Et finance la Sécu.

Que l'Etat finance les services publics ! En particulier l'éducation et la santé. Avec une meilleure répartition des richesses, une autre fiscalité, c'est possible !

Que les employeurs augmentent les salaires en rognant sur leurs marges, leurs profits et les versements de dividendes.

Augmenter les salaires c'est la solution pour sortir de l'austérité contre l'inflation et préserver notre protection sociale.